

Question écrite de Madame BONNI Véronique à Madame SIMONIS Isabelle, Ministre de l'Enseignement de promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des femmes et de l'Égalité des chances sur « Prostitution estudiantine et phénomènes des Sugar Babies».

- Question écrite du 05/10/2017

Ce 22 septembre la diffusion d'une émission télévisée mettait en lumière le phénomène des sugar babies et abordait plus largement la problématique de la prostitution estudiantine. Quelques jours après les réseaux sociaux créait l'émotion avec une photo devenue virale identifiant un panneau publicitaire pour le site «Rich me et beautiful», site de rencontres à destination des étudiantes qui propose de mettre celles-ci en relation avec des sugar daddys, personnes plus âgées et fortunés. En échange de leur compagnie et de faveurs sexuelles, les étudiantes se verraient compensées et prise en charge financièrement par des hommes riches et plus âgés. Le concept profondément choquant et révoltant utilise la précarité croissante des étudiantes qui, parfois même en couplant 2 emplois, ne parviennent plus à faire face aux frais de leurs scolarité. Le problème est réel et confronte une nouvelle génération de jeunes filles et de jeunes garçons au dilemme de devoir vendre leur corps et monnayer des services sexuels afin de pouvoir se donner les moyens d'étudier et de construire leur avenir. La propagande marketing et publicitaire qui cible précisément ces jeunes en difficulté est encore plus révoltante. Comme on a pu le constater, les panneaux publicitaires se placent précisément aux alentours de campus universitaires et devant des écoles supérieurs offrant à la vue de tous les étudiants des slogans aguicheurs leur proposant « d'améliorer leur style de vie »! Madame la Ministre, Aviez-vous connaissance de cette campagne bien précise et sur le fait que celle-ci soit placée devant nos écoles et campus universitaires? Quelles actions avez-vous pu prendre afin que celle-ci soit retirée et quelles démarches peuvent être entreprises pour empêcher à l'avenir qu'une telle chose puisse se reproduire? De manière plus structurelle, quelles actions peuvent être entreprises pour protéger les étudiantes et étudiants, a fortiori les plus précarisés, de sombrer dans la prostitution pour s'en sortir? Ce phénomène connaît une croissance, comment mieux l'appréhender pour pouvoir l'endiguer? Vous avez commandé une étude sur la prostitution et votre homologue bruxelloise a fait de même concernant les nouvelles formes de prostitution en ce compris la prostitution étudiante, une concertation des différents niveaux de pouvoir francophone ou interfédéral serait-il envisageable afin de mener une action et une politique concertée de lutte contre la prostitution estudiantine?

- Réponse

J'ai été complètement indignée lorsque j'ai pris connaissance de cette ignoble campagne de publicité, aussi scandaleuse qu'alarmante! En plus d'inciter les jeunes filles à vendre leurs corps, ce site et son message promotionnel promeuvent la domination masculine ainsi qu'un réel retour en arrière de plusieurs décennies dans les relations hommes-femmes véhiculées tant par la Fédération Wallonie-Bruxelles que par la Constitution Belge. J'ai tout de suite réagi et avec mon collègue Jean-Claude MARCOURT, nous nous sommes portés partie civile au pénal en invoquant l'article 380 du Code Pénal incriminant notamment l'incitation à la débauche et la prostitution. Nous avons chargés les services de l'Administration de mandater un cabinet d'avocat afin de constituer un dossier de plainte, qui a été construit conjointement avec l'ULB et l'UNECOF. Par ailleurs, afin de stopper la diffusion de la campagne en urgence, nous avons également écrit aux Bourgmestres la Ville et des communes bruxelloises, en invoquant le trouble de l'ordre public.

Beaucoup nous ont répondu favorablement, d'autres n'avaient pas attendu pour agir, comme Philippe Close et Olivier Deleuze. Entre-temps, le Ministre-Président bruxellois a adopté un arrêté faisant interdire la campagne sur tout le territoire régionale.

Le rapport sur la prostitution en Fédération Wallonie-Bruxelles que j'ai commandité ne s'est pas penché de manière particulière sur la prostitution étudiante. Pour ce qui est l'étude demandée par Madame la Ministre Frémault, j'attends l'intégralité de ses résultats avec impatience. Si le phénomène est encore mal connu à ce jour, et les chiffres parcellaires ou non actualisés, les quelques données qui circulent mettent en évidence une tendance significative d'augmentation de la prostitution étudiante. Les travaux de Renaud Maes permettent également d'identifier l'une des causes majeures de cette augmentation, en lien avec la précarité des étudiants et des étudiantes. Par ailleurs, il n'existe pas à ma connaissance, en Fédération Wallonie-Bruxelles, d'actions spécifiques menées auprès des jeunes filles ou de jeunes hommes en vue de prévenir la prostitution, ni d'information spécifique qui soit dispensée aux professionnels et aux familles. Avec mon collègue Jean-Claude MARCOURT, Ministre de l'Enseignement supérieur, nous avons précisément prévu de lancer une initiative de sensibilisation en la matière. Il s'agissait de l'organisation d'un colloque à destination des professionnels et du monde académique ainsi que du lancement d'une campagne d'information sur la prostitution étudiante. La campagne visait à conscientiser les jeunes hommes et les jeunes femmes sur les implications de la prostitution en termes d'intégrité physique et psychique. Elle devait insister aussi, et c'est essentiel, sur les services et les aides sociales proposées par la Fédération Wallonie-Bruxelles et par les établissements d'enseignement supérieur pour soutenir ces jeunes face aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer. Hasard du calendrier, la date arrêtée pour mener cette double initiative était le...29 septembre.

Malheureusement, les événements politiques de cet été, nous ont obligés à postposer ces projets. Nous gardons toutefois bien l'intention de les concrétiser, et ils démontrent que nous n'avons donc pas attendu les événements de la semaine dernière pour prendre cette problématique à bras-le-corps. Parallèlement, une sous-commission d'AlterEgales se penche sur la problématique de la prostitution. De même, je soutiens les Femmes Prévoyantes socialistes de Liège et le « Monde selon les femmes » qui préparent un ciné-club sur le sujet de la prostitution étudiante d'ici la fin de l'année. Enfin, comme j'ai pu l'exprimer dans les médias, c'est une réflexion plus large qu'il faut mener, autour de la prostitution et de la prostitution étudiante. Je vous confirme mon point de vue à cet égard : le travail commence dès le plus jeune âge avec une réelle éducation à l'égalité entre les hommes et femmes. Il doit se poursuivre avec l'EVRAS, et l'apprentissage de son corps, de ses droits, du respect de soi et de l'autre, des rapports de sexe égalitaires entre hommes et femmes... Vous connaissez mes initiatives et en mon engagement en la matière, dans mes départements et dans les plans transversaux que j'ai impulsés. Mais j'en appelle également à la responsabilité des autres niveaux de pouvoirs compétents. Il est temps qu'un débat global s'ouvre. Car pour que l'ensemble des facettes de cette problématique cruciale et complexe soit pris en compte, il nous faut des solutions globales, concertées, et qui transcendent les clivages politiques traditionnels.